



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, 19 SEP. 2014

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES  
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

[sylvain.gillardet@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:sylvain.gillardet@bouches-du-rhone.gouv.fr)

**Arrêté**

**portant agrément au titre de l'article 8 du décret  
2002-1563 du 24 décembre 2002 pour l'activité  
de tri et regroupement des pneumatiques usagés  
au profit de la société GCA LOGISTICS Marseille  
pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre I<sup>er</sup> du titre IV de son livre V,

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21,

**Vu** le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

**Vu** le décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 relatif à l'élimination des pneumatiques usagés, et notamment son article 8,

**Vu** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés,

**Vu** la circulaire du 22 décembre 2003 précisant certaines modalités de mise en œuvre des dispositions de l'arrêté précité,

**Vu** la demande d'agrément, reçue le 26 juin 2014 par la société GCA LOGISTICS Marseille située à Rognac (13), en vue d'effectuer une activité de regroupement et le tri de pneumatiques usagés sur son site,

**Vu** la saisine pour avis de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, en date du 15 juillet 2014, et son rapport favorable du 13 août 2014,

**Vu** l'avis du Directeur Régional Adjoint de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en date du 16 septembre 2014,

..../....

**Considérant** que suite au contrat de prestation de collecte et de transformation signé le 10 décembre 2013 entre le GIE ALLIAPUR et la Société GCA LOGISTICS Marseille, les opérations relatives à la collecte de pneumatiques usagés seront effectuées par la Société CITAIX, filiale transport du Groupe Charles André (GCA) qui est titulaire de l'agrément du 28 mai 2014 pour le département des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse,

**Considérant** que la demande d'agrément pour le tri et le regroupement de la société GCA LOGISTICS Marseille située à Rognac (13) comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003,

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des BOUCHES-DU-RHONE,

## **ARRETE**

### **Article 1.**

La société GCA LOGISTICS Marseille dont le siège social est situé 91 Montée des Pins ZI Nord 13340 Rognac, est agréée pour son site de Rognac pour effectuer les opérations de tri et de regroupement des pneumatiques usagés collectés pour les départements des BOUCHES-DU-RHONE, du VAR et du VAUCLUSE.

L'agrément est délivré jusqu'au 31 décembre 2016, à compter de la date de notification du présent arrêté, conformément aux clauses du contrat, garantissant le cautionnement des opérations de collecte vis-à-vis de la société ALLIAPUR.

Le bénéficiaire de l'agrément peut recourir aux services d'autres personnes liées à lui par contrat et agissant sous son contrôle et sa responsabilité.

### **Article 2.**

Le stockage de pneumatiques usagés sur le site de Rognac est limité à un volume de 6400m<sup>3</sup>.

Les conditions de stockage des pneumatiques usagés sont conformes :

- au plan présenté à l'annexe II, à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la fin du mois d'octobre 2014
- aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'agrément du 26 juin 2014, à partir du mois de novembre 2014.

L'exploitant transmet les justificatifs du respect de ces dispositions à l'inspection des installations classées.

Les dispositions du présent arrêté n'autorisent pas le broyage des pneumatiques usagés sur le site de Rognac.

### **Article 3.**

La société GCA LOGISTICS Marseille est tenue, dans les activités pour lesquelles elle est agréée de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté sous peine de suspension ou de retrait de l'agrément selon les modalités prévues aux articles 8 et 9 de l'arrêté du 8 décembre 2003.

#### **Article 4.**

La société GCA LOGISTICS Marseille doit faire parvenir au Préfet, les engagements confirmant les promesses d'engagements des producteurs ou des organismes créés conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 24 décembre 2002 susvisé dans un délai de 2 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté, faute de quoi le présent agrément sera réputé caduc.

#### **Article 5.**

La société GCA LOGISTICS Marseille, doit aviser dans les meilleurs délais le préfet compétent des modifications notables apportées aux éléments du dossier de demande d'agrément. Notamment, elle transmet au préfet les nouveaux contrats ou les avenants aux contrats la liant aux producteurs de pneumatiques ou aux organismes mentionnés ci-dessus, ou à des tiers pour l'exécution des opérations de collecte.

#### **Article 6.**

Le présent agrément ne se substitue pas aux autorisations administratives dont la société GCA LOGISTICS Marseille doit être pourvue dans le cadre des réglementations existantes. Le titulaire de l'agrément reste pleinement responsable de son exploitation dans les conditions définies par les lois et réglementations en vigueur.

#### **Article 7.:**

S'il souhaite en obtenir le renouvellement, et ce, trois mois au moins avant l'expiration de la validité de l'agrément, le collecteur transmet, dans les formes prévues aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 8 décembre 2003 susvisé un nouveau dossier de demande d'agrément.

#### **Article 8.**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable d'exploitation de la société GCA LOGISTICS Marseille.

✓ Pour le Préfet  
Le secrétaire Général

  
Louis LAUGIER

Vu pour être annexé  
à l'arrêté n°  
du 19 SEP. 2014

POUR LE PREFET  
Le chef de Bureau,

  
Gilles BERTOTHY

## **Annexe I**

### **Cahier des charge – Regroupement et tri des pneumatiques**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le collecteur réceptionne, sur le site de regroupement et de tri qu'il exploite, tous lots de pneumatiques usagés qui lui est apporté par les collecteurs agréés pour le ramassage ou par les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé.

#### **Article 2**

Le collecteur dispose d'une surface et d'un volume de stockage appropriés, lui permettant, d'une part, de réceptionner, dans des conditions correctes, les pneumatiques avant leur tri et, d'autre part, de regrouper les pneumatiques triés par catégories et selon le mode de valorisation envisagé.

#### **Article 3**

Le collecteur ne peut stocker les pneumatiques collectés après le 29 décembre 2003 au-delà d'une durée de trois ans.

#### **Article 4**

Le collecteur isole les pneumatiques réceptionnés des déchets ou substances d'une autre nature.

Le collecteur trie les pneumatiques qui peuvent être réemployés ou rechapés en vue de les céder aux personnes qui les réemploient ou les rechapent.

#### **Article 5**

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations agréées en application de l'article 10 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne.

#### **Article 6**

Le collecteur tient un registre précisant, outre le cas échéant le nom des autres collecteurs agréés qui déposent des pneumatiques dans son installation, les quantités déposées, avec le numéro des lots, la date de dépôt ainsi que la date à laquelle ces pneumatiques ont été remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe. Ce registre comporte l'évaluation du stock de pneus établie mensuellement. Cette évaluation doit être mentionnée dans le registre au plus tard le dernier jour du mois suivant.

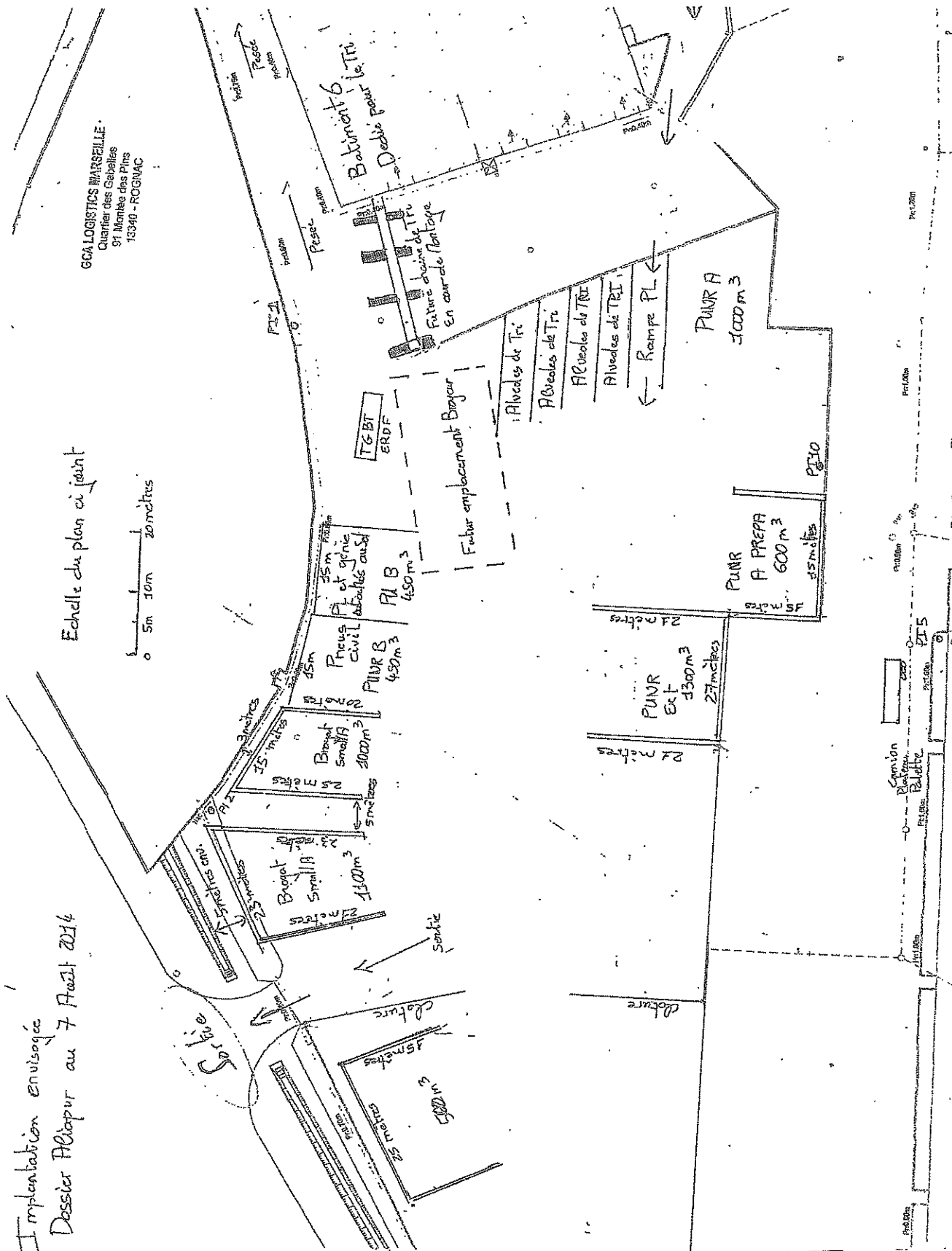
#### **Article 7**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, le collecteur communique à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession, et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

POUR LE PREFET  
Le chef de Bureau.

Gilles BERTON

## Annexe II



Implantation envisagée  
Dossier Aliapor au 7 Août 2014

